

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

22

OCTOBRE

1975

N 18

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

L'AGONIE D'UN BOURREAU personne ne regrettera Franco



Hier à Madrid, on apprenait que le bourreau Franco était dans un état grave, à la suite d'une crise cardiaque. Les sommités médicales avaient été convoquées à son chevet, et on avait même fait appel au professeur Barnard, le raciste sud-africain, de passage à Madrid. Alors que le bruit courait qu'il était mort depuis 15 h, un communiqué

officiel faisait savoir le soir qu'il venait de subir une trachéotomie : intoxication officielle pour prendre les mesures en vue d'étouffer un éventuel soulèvement populaire ? En tout cas, le président des Cortès (le parlement croupion) avait mangé avec le premier ministre Arias Navarro et le pantin «héritier» Juan Carlos de Bourbon : réunion qui semblait la préparation d'une succession.

Peu de temps après l'assassinat des cinq camarades, qui avait révélé à la fois la nature inchangée du régime et les profondes difficultés qu'il rencontrait devant le mouvement des masses, la crise politique pourrait ainsi être aggravée en Espagne. Les facteurs en sont rassemblés, avec les divisions qui secouent l'oligarchie fasciste sur la question de l'après-franquisme, et d'autre part le développement des luttes populaires.

Quelques soit l'avenir, personne, ni des peuples d'Espagne, ni des peuples du monde, ne pleurera le vieillard sanglant qui tient l'Espagne sous sa botte.

IDEAL-STANDARD

La «journée portes ouvertes» de dimanche prochain est préparée activement par les 750 grévistes qui occupent leur usine depuis plusieurs semaines pour s'opposer à sa fermeture. Aujourd'hui, il s'agit de renforcer la mobilisation et de populariser largement la lutte.



Manifestation des travailleurs SOVIREL

SOVIREL

Ce matin, les travailleurs se prononcent sur l'occupation proposée par l'intersyndicale. Vendredi dernier, ils avaient dû affronter les CRS alors qu'ils bloquaient un train pour manifester leur refus des 181 licenciements et déjà l'idée d'occuper les locaux était largement reprise par les grévistes.

notre reportage page 6



sahara occidental LE F. POLISARIO S'ADRESSE A L'ONU

Hakim Adel, membre du comité pour les relations extérieures du Front pour la libération de la Sakiet-el-Hamra et du Rio de Oro a déclaré dans une conférence de presse donnée hier matin : « l'initiative du roi du Maroc d'envahir notre pays et la décision de la Mauritanie de réitérer ses prétentions de revendication sur notre patrie constituent un défi aux principes et résolutions de l'ONU et de l'OUA, mettant ainsi en danger paix et sécurité dans la région, en Afrique et dans le monde ». Il a souligné que, pour sa part, le Front Polisario avait pris « toutes les mesures en ce qui concerne l'étape future de la défense du territoire. »

Hakim Adel a d'autre part lu la lettre adressée par Louali Reguib, secrétaire général du Front à Kurt Waldheim. La lettre dénonce la provocation marocaine :

En exprimant la volonté de l'ensemble du peuple sahraoui, le Front Polisario considère que cette opération où l'Etat marocain mobilise tous ses moyens de guerre en procédant à l'encadrement militaire des masses populaires dans une marche dite pacifique constitue en fait une agression caractérisée à des fins d'annexion par la force de notre territoire à la veille de son accession à l'indépendance.

Le développement de l'affaire du Sahara espagnol a été marqué hier essentiellement par la réunion du conseil de sécurité de l'ONU et par la poursuite de la «marche» organisée par le roi du Maroc. Tandis que les inscriptions de volontaires continuaient, les premiers «marcheurs» seraient déjà partis mardi en direction de la ville frontière de Tarfaya. A l'ONU, où

les représentants du Maroc et de la Mauritanie avaient réaffirmé leurs prétentions sur le territoire, le représentant de l'Espagne, dénonçant «la puissante armée marocaine» de la frontière, s'était proclamé déterminé à «protéger» le peuple sahraoui. Belle sollicitude de la part d'un régime colonial engagé depuis des décennies dans une répression féroce !

L'EUTHANASIE POUR QUOI ?

Une femme a tué son père, atteint d'une maladie incurable puis, s'est donnée la mort. Le même jour, une mère de 62 ans a tué son fils de 18 ans, qui était mongolien. En ce moment, la Cour Suprême des Etats-Unis discute pour décider si l'on doit être pour ou contre l'euthanasie.

Suite page 4

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

Un ouvrier d'Alfortville

...« Je lis votre journal depuis le début et je le trouve excellent. C'est un réconfort pour moi de partir le matin à l'usine (je suis manoeuvre intérimaire chez Raphaël à Ivry) avec un journal qui parle des luttes ouvrières et populaires contre ce système pourri qui annihile beaucoup de notre joie de vivre.

Aussi je vous commande du matériel (affiches, auto-collants) afin de faire connaître le Quotidien du Peuple. Je vous soutiendrai financièrement dès que je pourrai »...

simplement pour éviter le gaspillage des pains d'épices ! Il ne pouvait pas faire autrement ! Après tout, les Lip n'ont-ils vendu des montres que pour ne pas les laisser rouiller ?

de Besançon

...« Tout le monde trouve très intéressant le courrier des lecteurs, aussi bien au point de vue des expériences qu'il montre, que des critiques. Nous avons

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

Une travailleuse hospitalière d'Orléans envoie son témoignage au Quotidien du Peuple.

...« A 15 km d'Orléans, le nouvel hôpital vient d'être ouvert... Les 3/4 du personnel hospitalier doivent se déplacer à La Source. En fait très peu d'emplois ont été créés: ils ont embauché des intérimaires qu'ils envoient un jour à Orléans, un jour à La Source selon les besoins... Pour ceux qui habitent Orléans, cela veut dire une heure de trajet par jour. Et pour la plupart des femmes qui habitent Argonne: ce sera une heure et demie ! Pas de crèche prévue d'ici janvier: les mères sont donc obligées d'amener d'abord leurs enfants à la crèche de l'hôpital d'Orléans, puis de reprendre le bus pour gagner le nouvel établissement à 15 km ! Avant le prix de la crèche était proportionnel au salaire, maintenant ce sera le même pour tous: 28 F par jour »...

R. de Martigues

Travailleur intérimaire dans une petite usine de la zone industrielle de Vitrolles, j'ai eu l'occasion de voir comment le Quotidien du Peuple est bien accueilli. Déjà trois lecteurs réguliers dont un abonné, voilà des débuts prometteurs. Ce qui a été très apprécié, ce sont les articles sur la justice, les interviews des juges... car ce sont des affaires qui remuent profondément les ouvriers aujourd'hui, eux qui se font assassiner le plus légalement du monde au travail, sous couvert de fatalité, de non respect des règles de sécurité par les travailleurs.

Les critiques d'émissions de télé sont aussi très bien lues. C'est important pour les travailleurs qui, complètement laminés le soir, n'ont pas la force ni l'envie de faire autre chose que de regarder la télé.

Après avoir lu le Quotidien du Peuple, les gars viennent me revoir en demandant: « c'est pas mal, mais alors qu'est-ce que vous voulez, qu'est-ce qu'il faut faire ! »

Toutefois des critiques importantes m'ont été faites qui méritent d'être prises au sérieux: à propos des articles sur le social-impérialisme soviétique. C'était bien d'en parler. L'affaire était au cœur des débats dans la boîte hier. Mais l'URSS reste pour beaucoup un pays socialiste, « avec ses imperfections », les gars se rassurent en disant que « tout ne peut pas être parfait d'un seul coup » et d'autres choses de la même veine. Ce qui revient à dire que le socialisme véritable, c'est de l'utopie. Alors les gars ne comprennent pas nos articles, et même quand il y a une description avec des faits et quand on dit que l'URSS n'est plus celle de Lénine et de Staline, les gars nous accusent de faire de l'anti-communisme. Alors, après en avoir discuté avec eux, je crois qu'il faudrait des articles expliquant comment la classe ouvrière, qui avait pris le pouvoir en 1917 a pu en arriver à le perdre après, comment le Parti Boichévik a changé de nature.



un ouvrier d'Unimel à Besançon

...« Dans le Quotidien, vous écrivez que quand les gens du PCF critiquent les fermetures d'usine, ce n'est pas la surexploitation, mais le gaspillage qu'ils mettent en cause.

J'ai un exemple à vous fournir qui montre que la lutte contre le gaspillage est pour ces gens-là une idée fixe :

A Unimel pendant notre grève, nous avons organisé des «ventes sauvages» de pains d'épices... Le permanent CGT (membre du PCF) a expliqué dans un tract (approuvé par le permanent CFDT) que c'était

vu aussi que le Quotidien avait fait de grands progrès au point de vue prise sur l'actualité (par exemple l'interview du juge Pascal). Et nous trouvons bien aussi la table ronde sur les grands magasins, style d'articles qui font que le Quotidien du Peuple mérite vraiment son nom... Parmi les critiques: il ne faut pas supposer dans les articles que tout le monde est au courant de ce dont on parle. Par exemple, telle conférence: un commerçant dessus et c'est tout. Peut-être qu'il faudrait mieux faire un petit paragraphe avant pour expliquer ce qu'est cette conférence parce que les gens qui n'ont pas écouté la radio ou la télé doivent s'y retrouver tout de même. Nous ne sommes pas tout à fait satisfaits des pages Portugal qu'il y a eu, surtout à la fin, nous aurions aimé savoir ce que font ces marxistes-léninistes portugais »...

Nous avons reçu ces deux derniers jours de nombreuses lettres sur cette page Portugal: voilà le débat qui s'engage! Nous serons amenés à revenir très rapidement sur la question.

communiqué

ORLEANS

Ce soir
à la MJC St Marceau
REUNION DEBAT
AUTOUR DU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
venez apporter vos critiques,
vos témoignages, vos suggestions.

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

le quotidien du peuple
AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

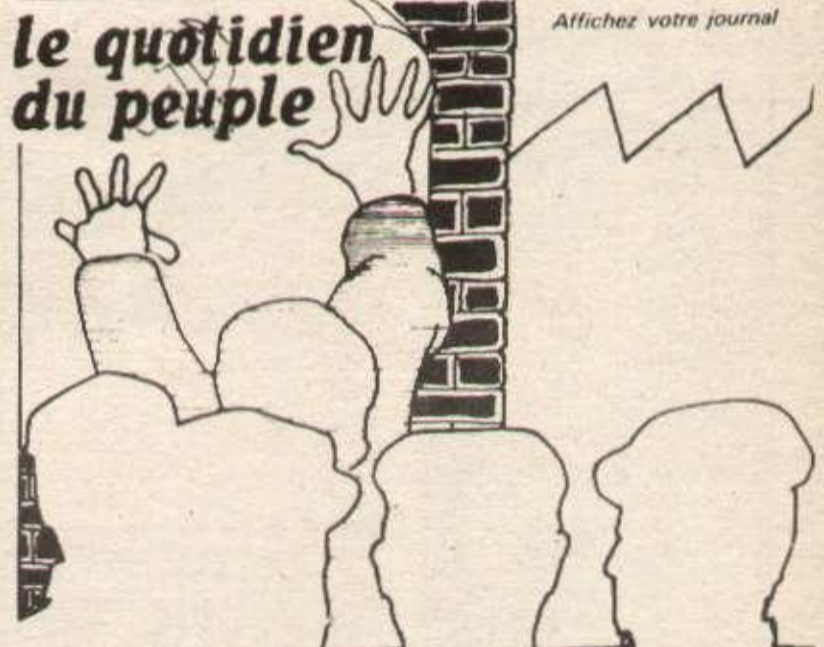
envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION

POUR FAIRE CONNAITRE LARGEMENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

IL EXISTE

- DES AFFICHES
 - DES BANDEAUX
 - DES AUTO-COLLANTS
 - DES AFFICHETTES POUR LES KIOSQUES.
- COMMANDEZ CE MATERIEL IL EST A VOTRE DISPOSITION !
QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE UN PROPAGANDISTE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE !



JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

LES TRAVAILLEURS

Nous publions aujourd'hui plusieurs témoignages significatifs des multiples questions que se pose aujourd'hui la classe ouvrière. Face à un « chantage international à la crise » des travailleurs frontaliers ont réagi vigoureusement montrant que si le capital n'a pas de frontières, la solidarité ouvrière non plus. Les jeunes d'Usinor-Thionville en ont assez de se crever aux 3/8. Ils veulent pouvoir vivre. Ils disent que la situation, il ne faut pas la subir mais en profiter pour imposer nos revendications. Un délégué C.G.T. d'Usinor-Dunkerque fait le point sur la situation dans sa boîte. Il nous dit que la politique de crise de la bourgeoisie a encore de la prise mais que « ça ne peut durer, ça va bouger »

Pour cela il est nécessaire de continuer d'enrichir le débat, d'apporter de multiples contributions. Camarades et amis, comment analysez-vous la situation dans votre usine, dans votre secteur ? Quelle analyse faites-vous de la situation ? En quoi est-elle différente on confirme-t-elle les premiers éléments que nous avons déjà publiés ? Ecrivez ou téléphonez au Quotidien du peuple, nous attendons vos correspondances.

ET LA CRISE



« ça ne peut durer, ça va bouger »

interview d'un délégué CGT d'Usinor-Dunkerque

Comment concrètement les travailleurs sont-ils touchés par le chômage ?

« Avant le secteur tôle fine et l'aciérie étaient touchés par le chômage, le secteur tôle forte (pontons pour puits de pétrole en mer du nord), lui il travaillait à plein. Les gars faisaient des heures supplémentaires. Il y en avait environ 3000 directement concernés par le chômage et 7900 non concernés, alors cela divisait pas mal les gars. En mars on (les syndicats) a organisé 3 réunions dans tous les secteurs ; et bien, il faut reconnaître quand même que cela a été un échec ; les ouvriers n'agissaient pas : 10 à 15 bonhommes venaient à ces réunions. Franchement cela a été un échec. Au train à bandes et aux aciéries on était directement touché et c'était à chaque fois la même chose. Il y avait du chômage mais chaque fois qu'on reprenait le travail, il y avait du boulot par dessus la tête. Les aciéristes au lieu de faire 10 coulées, ils en faisaient 20, 21, 22, 23... et pour le train à bandes, qui dépend évidemment des aciéries c'était la même chose, il fallait bouffer... C'est pour cela que les aciéristes ont fait grève et que nous (le train à bandes) on les a suivis.

Aujourd'hui tout le monde est concerné puisqu'on est à l'arrêt. Cela fait de 200 à 350 F par mois, selon les catégories, qui tombent. On est payé à 60 % du salaire de base, évidemment les primes elles sautent, celle du bilan annuel aussi (250 F).

Et quelles sont les réactions des travailleurs face à cette situation ?

« tu entends des réflexions du genre : « qu'est-ce que tu veux y faire, il faut qu'on y passe ». La crise pour eux c'est pas seulement en France mais partout, la crise elle est fatale. Beaucoup pensent aussi : « il faut mieux être quatre jours en chômage que d'avoir des copains licenciés ». Pour la journée nationale d'action, en septembre, c'est mon secteur, mon équipe qui a fait grève. Je me bats contre les arguments qu'ils développent, j'essaie de prendre des images simples pour essayer qu'ils comprennent. Je leur dis : « si on laisse faire, on est de vrais imbéciles, c'est comme si aujourd'hui on te secouait par le paletot, tu vas pas répondre et demain on te mettra ton poing dans la gueule ; si on bouge pas, c'est ça qui va se passer ». Alors ils me répondent : « A mon avis, dans les mois à venir, l'expérience du chômage aidant, ça va changer. Pour l'instant, c'est comme cela. Aujourd'hui, même les points de vue

sont différents. Il y a un flottement chez les bonhommes. Ceux qui n'ont pas fait grève avec nous en mai, ils commencent un peu à dire : on aurait dû faire comme les autres, aller en mai, maintenant on est dans le bain, et puis pour encore une partie, c'est la crise fatale, on n'y peut rien. Et puis il y a ceux qui ont vraiment lutté en mai, c'était des gars qui y allaient à fond en mai, qui se sont vraiment donnés, ils y étaient tous les jours. Même moi il y a des moments où j'ai des passages à vide mais je crois toujours qu'il y a quelque chose à faire... Oui, aujourd'hui, il y a du flottement pour l'instant. Mais ça va changer, les gars vont faire l'expérience du chômage, ils vont voir leur bulletin de paie à la fin du mois, là ça va changer.

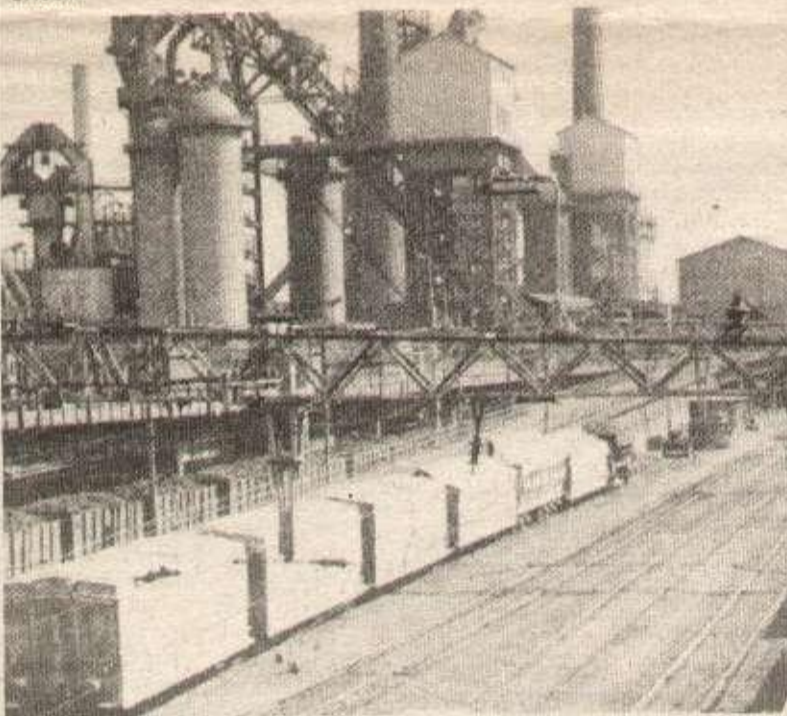
La solution ? Pour l'instant elle est pas claire. Pour mobiliser, il faut voir, pour l'instant c'est pas clair.

Quel bilan tires-tu de la grève de l'an passé contre le chômage partiel ?

Aujourd'hui ça commence à changer un peu, il y en a pas n'importe qui qui regrettent de n'avoir pu participer à cause des traites à payer (voiture, maison, accession à propriété...) il y en a pas mal dans ce cas là. Ceux-là ils ne sont pas vraiment démobilisés, ils nous donneraient plutôt raison... ça a changé parce qu'il fallait voir comment c'était plutôt mal vu, on se faisait traiter d'anarchistes, etc... Maintenant c'est plutôt l'idée : on se sera défendus en mai, ça aurait peut-être été différent aujourd'hui. Et parmi ceux qui se sont vraiment battus aujourd'hui il y en a qui sont découragés. Il fallait mettre le paquet : on a vidé, barricadé les grands bureaux, on nous a traités de tous les

LA CONDITION DES FRONTALIERS FACE A LA CRISE

« Ce sont les « marchands de viande » de l'intérieur qui drainent la grande masse des gars vers le Luxembourg ou l'Allemagne. Là-bas, on subit de la même façon qu'en France les pertes de salaire, les conditions d'exploitation... On est des ouvriers à part entière, exploités comme les autres, immigrés en somme. Mais pour nous, il faut être conscient du capitalisme partout. Vers 1960-1962, on nous faisait miroiter le paradis et c'était juste au moment où Aubrives puis Micheville fermaient successivement, en disant que le Luxembourg embauchait. En fait de paradis, là-bas aussi, pour nous, c'est la crise. La seule raison pour laquelle des gars y vont encore, c'est le chômage à Longwy-Villerupt qui est terrible, surtout pour les jeunes. Aujourd'hui, les ouvriers de tous ces pays, on est des pions du même échiquier. C'est à nous de jouer, de nous battre ensemble contre leur crise. »



L'usine de l'ARBED d'Esch-sur-Alzette (Luxembourg) où de nombreux frontaliers lorrains vont travailler chaque jour.

une réplique unifiée à « un chantage international à la crise »

ATHUS (Belgique), RODANGE (Luxembourg), LONGWY (France) : trois frontières et pourtant un même paysage d'usines sidérurgiques, de populations ouvrières qui s'entremêlent, tantôt exploitées d'un côté, tantôt de l'autre, selon l'organisation des marchés de l'acier et de celui du travail. Ainsi, ATHUS (1500 ouvriers) vient de fusionner avec l'usine de RODANGE (2500 ouvriers). La nouvelle société (La Minière et Métallurgique de RODANGE-ATHUS) a racheté les laminoires de l'ancienne usine de Micheville (de Wendel-Sidélor), à Villerupt. Déjà le chômage est orchestré en commun : du 21 décembre au 5 janvier, à Villerupt ; 4 semaines sur 5 chômées, à ATHUS, déjà... Aussi lorsque le nouveau patron de cet ensemble sidérurgique international a voulu, samedi 11/10/75 faire tourner la boîte avec un seul haut-fourneau, la réaction ne s'est pas fait attendre : occupation du haut-fourneau, fermeture des magasins, blocage de RODANGE, par des ouvriers de toutes les nationalités, unis. Des travailleurs se relayaient lundi pour protéger les tuyères : « on ne veut pas crever comme Aubrives et Micheville ; on ne peut plus reculer, si on ne veut pas que l'usine ferme » disait un frontalier interrogé. « Ce matin, on était 5000 à manifester ; il faut qu'au Luxembourg et en France, il y ait un soutien. Pour des ouvriers comme nous, il n'y a pas de frontière. Accord de fusion ou pas, nous, on veut le chômage payé à 100 % et que le site industriel soit maintenu, de gré ou de force. »

LES JEUNES SIDERURGISTES :

« PROFITER DE LA SITUATION ET NE PAS LA SUBIR »

Dans la situation actuelle, on voit se dessiner chez les jeunes ouvriers une mentalité offensive. Peu à peu, face au marchandage des patrons sur le thème : « acceptez donc le chômage partiel, la charge de travail amoindrie compensera vos pertes de salaire par une qualité meilleure de la vie », les idées bouillonnent. Ainsi à Usinor-Thionville : « Au début, les jeunes comme moi, déclare un aciériste, s'accommodaient du chômage partiel. C'est vrai qu'on apprécie de faire moins d'heures ! On ne réfléchissait pas trop aux pertes de salaire, moins que les pères de famille, en tout cas. Mais maintenant, on se dit que ce n'est pas notre affaire de demander par exem-

ple le retour aux 40 heures. On est à 32 heures, en feu continu ? C'est bien, restons-y ! Seulement, on veut la 5^e équipe et sans perte de salaire. Alors là, tout le monde est d'accord ! Il faut profiter de la situation et ne pas la subir. On en a assez de cette vie que les patrons nous font. Ils font du chantage ? mais nous aussi, on peut faire un chantage ouvrier en bloquant les poches à fond ou en arrêtant tout, quand le mélangeur est plein. Il faudrait réfléchir à ce que les camarades ont fait à Dunkerque, en 1974, aux moments des accidents au HF 4, parce qu'en fait c'est nous qui devrions décider à l'usine et pas les arrangeurs de crise ! »

Et la crise dans son ensemble ?

« ça dépend des gars. Pour certains c'est principalement la fatalité. Pour d'autres c'est le type de société. Mais ils voient pas tellement. Au début « ça venait du pétrole », les gars ont marché dans la combine. Mais maintenant c'est complètement terminé. Aujourd'hui l'idée c'est qu'ils n'arrivent plus à vendre et qu'on a eu trop d'un coup ; il y a eu des modernisations, on produisait mais on a voulu faire trop sur le coup et aujourd'hui on est obligé de mettre un frein.

D'après les ouvriers, c'est plus possible de revenir comme avant, de retourner à l'époque où ça marchait, la société de consommation ça semble bien fini.

les patrons ont raccourci qu'on avait tout cassé, il y en a qui le croyaient ! Il fallait mettre le paquet mais les gars n'ont pas suivi à ce moment-là.

Comment les gars jugent le projet de relance de Giscard ?

« Au début quand l'Etat a craqué 30 milliards, les bonhommes croyaient fermement, maintenant c'est fini, ils croient plus qu'on puisse relancer l'économie. Là, ils ont dit qu'on en avait jusqu'à la 76... alors les bonhommes disent qu'on n'en a pas fini d'être dans cette situation mais au tout début le projet de relance les gars y croyaient maintenant plus. »

en bref

BRETAGNE : LE FASAB ACCUSE

Un militant du FASAB (Front Autonomiste Autogestionnaire Breton) nous déclare :

« La majorité des cas de répression se situent dans le Finistère, surtout le Léon. La répression s'abat largement sur les militants du FASAB. Parmi les arrêtés, ce sont les militants du FASAB, des paysans-travailleurs, des militants CFDT de l'arsenal de Brest, et aussi des membres du PSU à cause de leur pratique commune avec les militants bretons. Il se développe une campagne d'intoxication qui vise à amalgamer les attentats terroristes et les mouvements autonomistes politiques (à preuve l'arrestation de Guy Caro). C'est devant le développement de l'unité populaire en Bretagne que le pouvoir frappe ».

Une manifestation très combative, décidée à 15 h, s'est tenue à 20 h à Rennes, à l'appel du Comité Breton Anti-Répression. Une autre manifestation est prévue pour aujourd'hui, il y a eu de nouvelles arrestations et perquisitions.

CORSE : MEETING A LA MUTUALITÉ

Lundi soir, la Mutualité à Paris était pleine. Les corses de la région parisienne s'étaient réunis pour exiger la libération des sept militants corses emprisonnés, dont Edmond Siméoni : un appel a été lancé à « lutter contre une administration déconsidérée, contre une oppression culturelle à peine camouflée, contre les expropriations des petits paysans ».

Max Siméoni, après avoir révélé la nature de la mission Libert-Bou, a fait un historique détaillé des événements d'Aléria.

DU PROXENÉTISME AU PRÊT-A-PORTER

Fernand Grudet propose au tribunal de monter sa feuille de paye : 2770 F par mois dans une maison de prêt-à-porter... Vous ne l'auriez pas cru ; Fernand Grudet, c'est Madame Claude, qui, en trois mois parvenait à organiser cinq cent quinze rendez-vous entre d'honorables messieurs au compte en banque au dessus de tout soupçon, et des jeunes filles « bien choisies ». Ne vous y méprenez pas, c'est « pour leur intelligence » que ces jeunes filles se faisaient payer 1000 F par nuit ! Mais, direz-vous, tout le monde savait qu'elle était appréciée en haut lieu, cela durait depuis quinze ans ! Pas du tout, répond le procureur, c'est encore la presse qui a monté l'affaire « en associant le bulletin de vote à la fesse ». Il ne faut pas voir des politiciens partout, voyons, surtout pas dans les affaires de proxénétisme de luxe ! Ils se sont déjà assez illustrés dans le proxénétisme tout court.

DERNIÈRES NOUVELLES DU NÉO-LIBÉRALISME GISCARDIEN

Le gouvernement a décidé d'embaucher des femmes policières dans ses commissariats... pour accueillir les femmes battues par leurs maris. C'est ce que demandait la Ligue du Droit des Femmes qui avait ouvert une permanence à cet effet, et avait été reçue par Françoise Giroud. Maintenant, c'est chose faite ; reste à savoir si beaucoup de femmes iront se réfugier dans les commissariats, et comment elles y seront reçues...

politique

L'EUTHANASIE POUR QUOI ?

Suite de la page 1

En présentant ces faits, presse et radio mettent en avant l'idée de la fatalité qui conduit des familles à des actes de désespoir. Etre infirme depuis la naissance, c'est une fatalité ! Des vieux tombant dans la déchéance physique et mentale, c'est en quelque sorte une loi naturelle, la vieillesse explique tout. La fatalité permet de taire les causes des infirmités à vie et de la vieillesse-mort lente. On passe ainsi sous silence le fait que d'innombrables infirmités, d'innombrables souffrances pourraient être évitées, non seulement par une recherche médicale au service du peuple mais, aussi en mettant fin aux conditions de vie imposées par le capitalisme.

A défaut de parler des causes, Giscard d'Estaing prétend du moins apporter des remèdes aux effets. Ainsi, tandis qu'on évoque les actes de désespoir des familles devant les infirmités des leurs, Lenoir, secrétaire d'Etat, mène campagne pour l'« aide » aux vieux, il fait appel au bénévolat pour apporter aide et assistance, pour une campagne où l'on culpabilise les gens qui ne voudraient pas y souscrire. Alors que la bourgeoisie elle-même met les vieux massivement au rencart, les réduit à l'isolement, parce qu'elle ne les juge plus assez rentables, plus assez productifs. Dans une société socialiste, comme la Chine, la vieillesse n'est plus une mort lente, une tare, parce qu'ils ne sont pas enfermés dans de véritables ghettos, parce qu'ils ne sont pas contraints de rompre avec la société, réduits à une inactivité qui précipite la perte des capacités physiques et intellectuelles, au contraire la société socialiste fait appel à leurs capacités et à leur riche expérience pour qu'ils contribuent à une production dont le but est le bien être de tous.

un militant du Comite de Lutte des Handicapes temoigne

« Ce matin, nous dit Charlie, en apprenant qu'une femme avait tué son fils mongolien, j'ai pas mal réfléchi. J'ai imaginé le raisonnement qu'elle s'est peut-être tenu. Son fils avait dix-huit ans, elle en a 62, chez elle il y a eu l'angoisse, elle a dû se dire : je vieillis, lorsque je ne pourrai plus m'occuper de lui, qu'est-ce que la société va en faire ? Ce sera l'hospice, avec la camisole chimique, c'est-à-dire le « traitement » à coup de neuroleptiques, et on le laissera croupir. Cette histoire nous ramène toujours au même problème, c'est toujours à la famille de s'occuper seule de l'handicapé alors que la société capitaliste s'en désintéresse complètement.

On nous parle beaucoup de fatalité dans ce domaine.

Lorsqu'on nous parle d'euthanasie, on prend bien soin de ne pas parler des causes des problèmes auxquels ont à faire face les familles. C'est le cas pour les handicapés. Pour nous, c'est d'abord l'intensité du travail qui est le premier facteur des handicaps, en 1973 : cent à cent cinquante mille handicapés en une seule année à cause des accidents du travail. Mais il y a aussi toute une série d'autres causes, toutes liées à la rentabilité capitaliste. Ainsi, la maternité est une entreprise, il faudra par exemple 50 accouchements par jour pour que ce soit jugé rentable. Si un accouchement doit durer quatre heures, on va estimer que c'est trop long, alors on va donner des médicaments pour accélérer les contractions, on va utiliser les forceps : combien d'enfants, alors qu'à la

naissance, les os du crâne ne sont pas encore formés, et qu'il y a juste des membranes fragiles, ont une partie du cerveau écrasée par les pinces.

Lenoir, le secrétaire d'Etat qui a préparé la loi d'orientation sur les handicapés, a déclaré qu'il naît un handicapé toutes les vingt minutes. C'est en partie à cause des conditions de l'accouchement. C'est aussi par exemple à cause des conditions de la grossesse avec la vie trépidante pour les femmes comme l'a montré le professeur Minkowski.

Tu as évoqué l'impasse dans laquelle la société actuelle place les handicapés et leur famille, peux-tu l'expliquer ?

Ce qu'il faut bien voir, c'est que lorsque la société actuelle prend en charge des handicapés, cela n'a qu'un but : les infantiliser et les exploiter. Les infantiliser, car on nie toute autonomie, tout droit de penser à un handicapé, même lorsqu'il a toutes ses facultés mentales. On te fait passer devant des commissions de psychologues, de médecins, qui décident pour toi, tu es leur chose, et ils décident quoi ?

On décide par exemple de l'envoyer dans un foyer spécialisé où on pratique l'ergothérapie. On va t'apprendre à faire certains gestes précis que ton handicap permet, et tu répèteras toujours le même geste sur une chaîne.

Dans les « ateliers protégés », on fait travailler les moins handicapés avec de fortes cadences, à cinq ou

six cents francs par mois. Des « débilés légers », classés comme tels par la société, seront payés trois fois moins qu'un ouvrier alors qu'ils travaillent autant qu'à l'usine. On fait travailler les mongoliens dans ces ateliers protégés.

Dans les centres d'aide par le travail (C.A.T.), on met les plus handicapés, on les paye cinquante à cent cinquante francs par mois, soit disant parce qu'ils ont seulement un passe-temps alors que des enfants y passent 40 heures par semaine pour emballer des pâtes, par exemple.

Quel est ton point de vue concernant la situation des malades dits incurables, des handicapés graves ?

Dans une société socialiste qui supprimera beaucoup de causes des handicaps et qui se préoccupera des besoins des handicapés, le problème pourra être résolu. Bien sûr il y a toujours le problème : lorsqu'on souffre de son handicap, lorsqu'on souffre toujours de son corps, toute sa vie, les parents doivent-ils prendre la responsabilité de cela. Beaucoup de choses pourraient être faites pour informer la mère durant la grossesse sur des séquelles graves qu'aura son enfant et que l'on peut prévoir. Il faut une autonomie de décision concernant la mise au monde ou pas d'un enfant mais, on ne peut l'envisager valablement que dans le cadre d'une société qui supprime les causes essentielles des handicaps et qui prend en charge les handicapés.

recueilli par J.-P. GAY

«les prisons passoires»

campagne pour le renforcement du système pénitentiaire

Il suffit de peu de choses à la presse pour mener une campagne. Des faits mineurs sont gonflés et revêtus d'une importance sans commune mesure avec leur réelle signification. Un exemple nous est encore fourni ces jours-ci avec la campagne sur les évasions. Il suffit que deux évasions surviennent à 24 heures d'intervalle pour que la « grande presse » lance des hauts cris : « deux tueurs se sont encore évadés » (France-Soir), « 24 heures après Pourrat, deux truands s'évadent de Fresnes » (le Parisien Libéré). Les buts de cette campagne : provoquer la peur, renforcer le sentiment d'insécurité afin de nous amener à réclamer plus de sévérité, plus de forces de police ; mais aussi accréditer l'idée que les prisons sont des palaces, à peine surveillés : « en France, ce ne sont plus des prisons

que nous avons, mais des passoires ! » (le Parisien Libéré). Le même parle par ailleurs des « prisons 4 étoiles ». A l'appui de ces campagnes, sont rappelées les quelques évasions survenues depuis le début de l'année. Tout ce battage repose sur peu de choses. Les quelques truands qui ont réussi à s'évader comme Pourrat ou Willoquet, ne sont pas des petits délinquants. Ils n'ont pu s'évader que grâce à leurs appuis divers. Ce que camoufle cette campagne, c'est le véritable sort des détenus : les passages à tabac, les brutalités de gardiens, le mitard, les suicides qui se multiplient. En mettant en cause le soi-disant libéralisme qui serait de mise dans les prisons, la presse bourgeoise prépare l'opinion à un renforcement des mesures répressives pénitentiaires...

Pour tenter de donner plus de poids à leurs arguments, les plumitifs bourgeois donnent la parole au syndicat pénitentiaire FO qui demande l'augmentation des effectifs de gardiens et déclare qu'il existe « des organisations structurées pour permettre les filières de l'évasion ».

Que la bourgeoisie mène une telle campagne aujourd'hui, qu'elle dénonce des « organisations structurées », ne doit rien au hasard alors qu'elle vient de procéder à de nombreuses arrestations en Bretagne contre des militants bretons, qu'elle refuse la mise en liberté provisoire des militants corses incarcérés. Les véritables cibles de la campagne, ce ne sont pas les truands, mais ceux qui se révoltent contre la dictature de la bourgeoisie.

LE REGARD POLICIER DE «L'HUMANITÉ»

Baudry et Coulon, deux gangsters minables, qui avaient pris des otages au cours de leur évasion, comparaissent devant la cour d'Assises du Mans.

Quel reporter décrit ainsi Baudry ? « Dire qu'il est inquietant est en dessous de la vérité. Il fait peur, pâle, émacié, presque diaphane, la mèche blonde bas sur le front, les lèvres minces et serrées dans un horrible rictus, il garde les paupières dévotement baissées. Mais, parfois, malgré lui, il les soulève un instant et, alors, filtre un véritable éclair glacé, cruel, impitoyable. Ce regard, nous l'avons vu quelque part : c'est très exactement celui de Claude Buffet. »

De qui ce délire policier, cet appel au meurtre ? Ni du « Parisien Libéré », ni de « France-Soir » mais de l'envoyé spécial de « L'Humanité ».

Aucune explication sur les mécanismes du système qui produit des gangsters et assassins, mais une accumulation de détails physiques : regard, rictus pour dresser le portrait d'un « monstre » qu'il faut condamner à mort comme Buffet.

Quelque soit la condamnation sans équivoque qu'il faut faire sur les enlèvements de Baudry et Coulon, on ne peut laisser passer l'article de « L'Humanité » : c'est une pièce complaisamment versée à la campagne orchestrée par le pouvoir pour justifier une sévérité accrue et un renforcement de la police.



Août 74 : les prisonniers contre le système pénitentiaire

GREVE DES POMPISTES du détaillant au gros garagiste quelle unite ?

La grève des pompistes sera largement suivie cette fin de semaine. Sur les 450 000 points de distribution, bien peu risquent d'être ouverts. Un garagiste-pompiste nous le disait : «Jusqu'à présent, le mouvement a été soit localisé, soit trop court mais maintenant, tout le monde s'y met, et, s'il le faut, nous tiendrons huit jours pour gagner».

«Tout le monde s'y met...», mais qui sont-ils ces pompistes? Les revendications sont-elles les mêmes du propriétaire du grand garage au petit détaillant, ou pour les salariés des firmes pétrolières qui travaillent sur les autoroutes? Pour apporter une première réponse, nous sommes allés discuter avec plusieurs d'entre eux.

«Vous le voyez bien, je suis dans une petite rue, le passage n'a rien à voir avec ce qui peut défilier devant un grand magasin; avec deux pompes et les marges bénéficiaires qu'on me laisse, j'arrive de moins en moins à m'en sortir. L'essence a augmenté et nos marges bénéficiaires, elles, n'ont pas bougé. Et avec la hausse du coût de la vie, ça ne peut plus durer». C'est un fait, les petits revendeurs n'ont comme marge bénéficiaire que 9 centimes du litre, sur lesquels les gérants



libres, par exemple, doivent encore payer une taxe de 2 centimes. Le gouvernement encourage, par contre, la pratique du rabais pour les grandes surfaces dont le marché se retrouve du même coup en expansion. Inexistait il y a quelques années, il a gagné 12 % du marché national. Un pompiste de la banlieue Nord à Paris nous le disait : «Ce que veut faire le gouvernement, c'est liquider complètement les «indépendants» pour concentrer tout le marché entre les mains de quelques grandes sociétés». La preuve, c'est qu'on laisse 20 centimes de ristourne aux hyper-marchés. Pour ceux qui, comme lui, sont le plus touchés par la politique de liquidation des petits revendeurs, «ce qu'il faut demander, c'est la suppression de la ristourne aux grandes surfaces, et, en même temps qu'une augmentation des marges bénéficiaires, un abaissement du prix à la vente».

Mais, si pour une part s'exprime un souci qui prend racine dans le mécontentement des masses contre la politique anti-populaire des trusts-compagnies pétrolières, l'idée d'arriver à une concurrence «pure et loyale», l'attachement à un système de distribution dépassé demeure. De plus, le gros des grévistes de samedi-dimanche sera constitué

de garagistes pour qui l'essence n'est qu'une source annexe de revenu.

Vouloir abaisser le prix de l'essence, tout en revenant à un mode de distribution dans lequel les masses ne peuvent y trouver la satisfaction de leurs besoins, ce sont deux soucis bien contradictoires. Une illustration de la confusion qui anime le mouvement est révélée par la part prise par des gros détaillants dans la grève de samedi.

Nous sommes allés devant un grand garage tout près du périphérique Nord. Deux employés lavent une voiture de luxe.

— Le Quotidien du Peuple : «le patron va faire la grève, ce week end?»

— «Bien sûr, il est même en tête du mouvement»

— Le Quotidien du Peuple : «Et son chiffre d'affaires?»

— «Au garage, nous prenons cent voitures par jour».

Pour terminer, l'un d'eux nous dit : «Le plus beau, c'est que, comme il fait grève, nous ne serons pas payés; il va y gagner».

C'est une ambiguïté que les petits détaillants devront lever.

Claude VILLARD

luttons ouvrières

La lutte contre le chômage partiel et les licenciements se développe à Rhône-Poulenc.

A Vitry, le chef du personnel a été séquestré toute la journée de lundi, par plusieurs centaines de travailleurs qui refusaient ainsi le licenciement de deux de leurs camarades, pour motif «disciplinaire». Dans la soirée, la police faisait brutalement évacuer les travailleurs qui se trouvaient encore dans l'usine. La direction de la CGT a refusé de s'associer à ce mouvement.

LE P«C»F FAIT APPEL AU CNPF

C'est plus de 300 personnes qui se sont rassemblées samedi dernier à la maison des syndicats de Morteau dans le Doubs pour soutenir les travailleurs de Rectius-Hora, à nouveau en grève pour la défense de leur emploi. De nombreux travailleurs des environs étaient là pour protester contre les licenciements qui menacent la région.

Les différentes interventions ont dénoncé la politique des capitalistes qui vise, à plus ou moins longue échéance, à utiliser la région comme réservoir de main d'œuvre pour les industriels de Montbéliard (Peugeot) et de Besançon. Mais pour ce qui est de l'intervention du Conseiller général du P«C»F, elle n'a pour le moins guère convaincu. Qu'on en juge : «Si le patronat voulait faire passer ses intérêts généraux avant ses intérêts de classe, il serait à nos côtés dans notre région! ». Voilà un appel que le CNPF entendra certainement!

CENTRE DE TRI DE LYON GARE.

Nous avons reçu une lettre d'un auxiliaire du centre de tri de Lyon-gare, ainsi qu'un article fait par plusieurs auxiliaires, paru dans le bulletin de la section CFDT. En voici des extraits :

Un beau jour, on a la chance? de recevoir une feuille vous invitant à vous présenter à une adresse, à 8 heures du matin. On vous indique que vous êtes embauché en tant qu'auxiliaire, avec une petite abréviation : SG ou DTD... On ne sait pas de quoi il s'agit... On ne sait pas non plus les horaires... les salaires. Si vous n'êtes pas contents, on vous avertit bien gentiment que la porte est grande ouverte. On fait bien comprendre à l'auxiliaire qu'il peut être la bonne à tout faire. La formation professionnelle? Pour les SG, ils vont apprendre un peu de tri général et de tri du Rhône, en 2 ou 3 jours seulement, le reste sur le tas. Au travail, on apprend les bonnes manières : il est fortement conseillé de ne pas s'asseoir pour trier, il est interdit de s'arrêter 2 ou 3 minutes! Réflexion d'un chef dans la salle de tri, alors qu'on avait travaillé pendant une bonne heure et demie et que l'on s'était arrêté en groupe pour fumer une cigarette : «Alors, on fait grève ici?»

Très rapidement, on s'aperçoit que les conditions de travail et l'ambiance ne sont pas «extra». Mais que voulez-vous? Vu le chômage, il est peu souhaitable de quitter ce travail que l'on a eu tant de peine à trouver. Il paraît qu'auparavant il était courant de voir repartir des gens au bout de 2 ou 3 jours, alors que cette fois-ci, il n'y en a eu que deux ou trois...

Voilà bien le sort que le capitalisme réserve aux auxiliaires.

les bouchers arrêtent leur greve de la faim

«Comment, des bouchers qui font une grève de la faim, c'est bien la meilleure de l'année». Les clientes qui sortent d'une boucherie d'Aubervilliers ne peuvent s'empêcher de s'étonner quand on leur apprend la nouvelle. Certains avancent timidement : «mais s'ils ne font plus leur marge, il faut bien qu'ils fassent quelque chose»; «des bouchers qui font faillite, je n'en ai pas beaucoup vu», répond quelqu'un d'autre.

Et pourtant c'est vrai. Les bouchers sont en colère, et cinq dirigeants de leur Fédération Parisienne viennent de cesser une grève de la faim entamée il y a neuf jours. Il ne s'agissait pas d'aller trop loin : «un ministre, ça ne cède pas au chantage, mais il faut qu'il prenne conscience», confortablement installés dans l'immeuble de la Fédération Parisienne de l'Alimentation, ils attendent. «Nous avons bon espoir d'aboutir à un résultat rapide» déclarent-ils. Pour eux, le problème est simple : «notre malheur, c'est que la viande de bœuf soit inscrite dans l'indice des prix. Alors le gouvernement fixe un «prix d'achat moyen pondéré» que nous ne pouvons pas respecter sans toucher à la qualité du produit vendu. Nous voulons que les négociations souhaitées par Chirac s'ouvrent, et que les poursuites déjà intentées soient levées». Quand on leur dit que les travailleurs trouvent déjà la viande très chère, c'est une explosion de protestations qui rate sa cible : «ils la trouvent peut-être chère,

mais ils achètent tous du steak! Non, croyez-moi, qu'on laisse les prix se fixer selon la loi de l'offre et de la demande, et tout ira pour le mieux...»

A la sortie des boucheries, les choses sont différentes : «écoutez, je suis retraité, je vis avec 1570 F par trimestre et je n'achète de la viande que deux fois par semaine». «Moi, je suis obligée d'en acheter tous les jours : mon mari travaille aux Halles, et il en a besoin. Même si ça continue d'augmenter, je serai bien obligée d'acheter de la viande».

Chez les détaillants, le ton monte : «lorsque le contrôle des prix a été instauré, les contrôleurs passaient nous dire : «affichez au prix officiel et vendez au prix que vous voulez». Puis ils ont commencé les contrôles à la sortie du magasin et les amendes sont tombées. Lundi, quand nous avons bloqué le boulevard de ceinture, ils nous ont matraqué. Vous pouvez être sûrs que ça va chauffer». Pour eux, le problème des intermédiaires a été créé de toutes pièces. Et pourtant, les faits sont là : la viande vendue 30 F le kg chez le boucher a été achetée 8 F à l'éleveur... La bourgeoisie avoue hypocritement son impuissance : «la suppression de la TVA était un échec : les prix n'ont pas baissé, et on ne sait où sont passés les bénéfices...» Et l'hypocrisie se poursuit avec l'instauration du «prix moyen d'achat», où sont ramenées au même niveau la viande pour chats et la viande de bonne qualité.

En fait, la spéculation sur la viande n'a jamais cessé, et ce ne sont pas les mesures prises par Fourcade qui y changeront quoique ce soit : accorder des subventions au stockage sous prétexte d'harmonisation des cours revient à encourager la spéculation. De toutes façons, les prix sont fixés selon des impératifs politiques, provenant du rapport de forces au niveau des pays producteurs de viande et ce ne sont pas les pitreries de Chirac,

claquant les portes de Bruxelles alors qu'il était ministre de l'Agriculture qui y changeront grand chose.

Les artisans bouchers se heurtent à la restructuration des circuits de distribution mais ce n'est pas en réclamant le libre jeu de l'offre et de la demande qu'ils en remettront les fondements en cause. C'est ce qui provoque toute l'ambiguïté de leur mouvement.

Eric BREHAT

Une grève de la faim pas ordinaire



luttons ouvrières

Caron-Ozanne: les grévistes s'opposent à la direction de la FFTL

L'assemblée générale des grévistes de Caron a voté, à l'unanimité, un texte en réponse à la lettre publique de l'UD-CGT. Cette lettre de l'UD attaquait en effet directement les travailleurs de Caron. Qu'on en juge : « les orientations diffusées dans les diverses publications que vous sortez « sur votre outil de travail » sont dans une très grande majorité orientées... contre la CGT. » La publication en question, c'est « Ouest licenciement », journal dans lequel les grévistes donnent la parole aux travailleurs en lutte des différentes usines de la région.

Aussi, dans les communiqués, les grévistes de Caron réaffirment leurs positions : « Il n'y a pas de démocratie réelle sans que la discussion soit encouragée et organisée, sans que les travailleurs soient informés, non seulement d'une seule, mais de toutes les orientations possibles. La direction de la grève revient à ceux que les grévistes ont désignés et contrôlent à chaque assemblée générale... Les militants syndicaux apportent au Comité de Grève leur expérience et l'appui de leur section syndicale. »

En conclusion : « Les grévistes ne peuvent accepter la remise en cause par l'UD-CGT du fonctionnement de leur lutte... »

Loin de s'attaquer aux militants de la CGT (dont ils sont membres), les travailleurs de Caron les appellent au contraire à envoyer, pour leur journal, toutes les correspondances qu'ils désirent sur leurs luttes, les attaques de la bourgeoisie dont ils sont l'objet... Ce qu'ils remettent en cause c'est la direction de la FFTL qui n'a cessé depuis le début de calomnier leur lutte, de s'opposer à leurs actions.

Aujourd'hui encore, les grévistes ont dû s'opposer à une nouvelle manœuvre de Caron qui voulait faire sortir le matériel afin de faire faire du travail ailleurs. La lutte continue et de nouvelles actions sont prévues.

ISIGNY

Dimanche 26 octobre à 14 h. 30 la CFDT organise « 4 heures sur l'emploi » à Isigny, où le chômage atteint les chiffres les plus élevés de Basse Normandie.

MANIFESTATIONS A AIR-FRANCE

Lundi matin, les travailleurs d'Orly-Ouest et Orly-Sud, se sont rassemblés sur les pistes d'envol, bloquant partiellement le trafic pendant trois heures. A Roissy, les travailleurs de l'entretien ont débrayé pendant quatre heures et sont partis en manifestation sur les pistes. Mécaniciens, manutentionnaires et agents des services commerciaux débrayèrent également. Grève aussi à Toulouse.

Depuis une semaine, manifestations et débrayages se succèdent pour de meilleurs salaires et contre les licenciements.

SOVIREL : VERS L'OCCUPATION

Vendredi dernier, la petite gare de Bagneux près de Nemours (Seine-et-Marne) a connu une affluence record, il n'y avait jamais eu autant de monde à s'y presser. Mais ce n'était pas pour prendre le train, plaisamment surnommé le lézard vert, c'était pour le bloquer. Plusieurs centaines d'ouvriers de la SOVIREL (Société des Verreries Industrielles Réunies du Loing), de l'usine de Bagneux, la plus importante du groupe (3 300 salariés), ont débrayé massivement pour empêcher les 181 licenciements prévus par la direction américaine. Les ouvriers se rendent en manifestation sur la ligne de chemin de fer et bloquent le trafic. Ils distribuent des tracts expliquant leur action aux passagers. Rapidement, les CRS interviennent, chargent et matraquent et tirent des grenades lacrymogènes, plusieurs travailleurs sont touchés. La riposte des ouvriers est vive, les CRS doivent refluer après leur première charge, « l'un d'eux a pris un bouillon sur le crâne ».

Finalement, après négociations, les manifestants décident d'évacuer les voies après avoir obtenu le départ des CRS.

L'après-midi, nouvelle action : à 16 heures, le préfet de région inau-



gure un lotissement dans les environs, en présence de plusieurs notabilités. Les travailleurs s'invitent. A nouveau les CRS les attendaient et bloquent la manifestation. Mais ces manifestations montrent combien est grande la détermination des travailleurs, contre tout licenciement.

Après avoir critiqué les actions violentes et s'être retirée de l'intersyndicale, la CGC, sous la pression de certains cadres, en particulier ceux du siège social directement menacés par les licenciements est

finalement revenue sur ses positions.

Lundi, la direction française recevait l'intersyndicale, c'était une prise de contact, rien de concret n'en est sorti, mais il est apparu que la direction redoute la colère des travailleurs, raison de plus pour renforcer la lutte.

L'intersyndicale se réunissait hier pour décider des suites de l'action, à l'ordre du jour, la décision de lancer l'occupation. L'occupation, pour les travailleurs que nous avons rencontré, c'est le seul moyen de faire céder la direction.

au comptoir,
devant un
« petit verre »

Nono, 74 ans, trente ans à Sovirel, retraité depuis 10 ans, me parle de ce qu'il a connu et enduré dans cette usine qui appartenait autrefois à Saint-Gobain. Il parle de ceux qui soufflaient le verre à la bouche : des bouteilles de toute forme et de toute grandeur. « Il y en a pas beaucoup qui sont arrivés jusqu'à la retraite, quand ils y arrivaient, ils ne la touchaient pas longtemps. » « Souffler dans le verre en fusion il fallait pouvoir le faire. » Il me montre un retraité qui joue aux cartes à une table voisine : « Tiens lui, il le faisait, c'est un des rares à avoir dépassé les 70 ans ».

« Moi j'avais un travail moins pénible, mais après 60 ans, j'étais toujours malade. »

IDEAL-STANDARD

(Dammarie-les-Lys)

renforcer la mobilisation

Idéal Standard, où en est-on trois semaines après le début de la lutte ? Nous avons déjà dit comment deux des six usines du groupe avaient accepté la solution S.G.F. (Société Générale de Fonderie). A Autun, à Dôle, 1 400 ouvriers au total, les dirigeants de la CGT ont réussi, malgré l'opposition d'une partie des travailleurs, à faire voter la reprise, dans le cadre de la S.N.I.S. (Société Nouvelle Idéal Standard), créée par la S.G.F.. Cette solution signifiait en fait le démantèlement d'Idéal Standard, l'abandon des quatre autres usines, soit près de 2 100 travailleurs. La reprise s'est faite sans aucune garantie pour les ouvriers, en particulier sur le maintien de l'emploi. Les deux usines ont été reprises en location gérance pour deux ans, qu'advient-il dans deux ans et même d'ici là ? Le nouveau patron a toutes les possibilités de manœuvre. Une des clauses acceptées par les directions syndicales stipule que le personnel n'aura par recours à la grève, même pour s'opposer à l'utilisation de matériel ou de machines repris aux autres usines.

Malgré ce coup dur, les ouvriers des autres usines du groupe poursuivent la lutte contre les 2 100 licenciements prévus. A Dammarie-Les-Lys (750 ouvriers, 1 500 en 74), même si les ouvriers regrettent la reprise à Autun et à Dôle, ils estiment que ça ne peut guère affaiblir leur lutte. « On s'y attendait » m'ont-ils dit, ils pensent que la lutte va reprendre inévitablement, prochainement prochainement lorsque le patron va tenter de procéder à des licenciements.

UNE OCCUPATION MASSIVE

A Dammarie-les-Lys, l'occupation est massive, c'est environ 80 % des travailleurs qui y partici-

pent. Des tours de garde sont organisés par roulement et il y a toujours plus d'une centaine d'ouvriers sur place. Chaque jour, l'intersyndicale se réunit pour discuter de la poursuite de la lutte, toutes ses propositions sont soumises à une assemblée générale quotidienne qui prend les décisions.

Pour l'instant, les problèmes ne sont pas d'ordre financier, tous vont toucher leurs deux mois de préavis et les 90 % des indemnités de licenciement pour raison économique. Ils ont donc l'assurance de cinq mois de salaire. Mais cette sécurité est dangereuse, elle risque d'amener, à la longue, une certaine démobilisation. Car le problème, c'est le danger de pourrissement. Pour empêcher cet effritement et la démobilisation progressive, les travailleurs prennent leur lutte en mains. Dans la mobilisation, l'assemblée générale quotidienne joue un grand rôle, ainsi que les diverses commissions qui ont été mises sur pied et qui regroupent syndiqués et non syndiqués pour organiser l'occupation, la popularisation, les loisirs : une question importante pour garder le moral pendant l'occupation.

L'absence de problèmes financiers, c'est aussi l'argument qui a été opposé à la vente des radiateurs en stock. Il y en a eu quelques uns de vendus pour honorer les commandes passées avant la lutte par des particuliers, mais, pour l'instant, il a été décidé d'y mettre fin, malgré l'enthousiasme que cela avait suscité chez une partie des travailleurs. La position qui l'emporte actuellement, c'est que financièrement c'est inutile, que ça risque de provoquer des ennuis (suppression des 90 %), et que, de toute façon, le stock est trop faible pour assurer une vente de longue durée. Certains délégués de la CGT nous ont dit que cette



L'usine Idéal-Standard à Dammarie

solution n'était pas définitivement écartée pour autant, mais pour l'instant : « Il vaut mieux conserver les stocks, c'est un atout pour une reprise éventuelle ».

UNE JOURNEE « PORTES OUVERTES » ACTIVEMENT PREPAREE.

Le PCF, du moins ses responsables, était tout à fait opposé à la vente des radiateurs, comme il s'oppose à la façon dont est organisée la journée « portes ouvertes » prévue pour le dimanche 26, à laquelle il voulait que les partis de gauche soient invités, et les organisations révolutionnaires exclues. Les travailleurs ont refusé cette proposition. Le mépris ouvert, affiché par le PCF, pour les initiatives des travailleurs l'a grandement déconsidéré.

La journée « portes ouvertes »

que tous les travailleurs préparent activement vise :

- à montrer les dures conditions de travail endurées, surtout en fonderie : chaleur, poussière qui provoque des silicozes ; les cadences forcées. Le système du salaire aux pièces impose aux ouvriers un rythme de travail exténuant pour arriver à un salaire suffisant.

- à prouver que l'usine est viable, et que les ouvriers sont capables de fabriquer des radiateurs modernes, en aluminium notamment qui sont les plus demandés sur le marché.
- à populariser la lutte auprès des travailleurs de la région.

C'est également un moyen de renforcer la mobilisation, à la veille des nouvelles actions qu'il faudra engager pour imposer que les quatre entreprises soient reprises avec tous les travailleurs.

Serge LIVET

LUNDI SOIR SUR TF 1

une comédie avec l'occupant nazi

La veille du jour anniversaire de la mort de Guy Môquet, résistant communiste lâchement assassiné dans le camp de Châteaubriand par les nazis, TF 1 nous a présenté « la vie de chateau », une comédie sur l'occupation nazie et la Résistance.

La vie de chateau, c'est tout d'abord celle d'un couple et d'une belle mère excentrique sur les côtes de Normandie au milieu d'une propriété qui entoure un chateau dont la taille atteste d'un passé « glorieux » qu'il a perdu puisque le platre des plafonds commencent à tomber. Le mari, Philippe Noiret, s'occupe de ses pommes; son seul souci: les disputes qui l'opposent à sa femme, Catherine Deneuve, fille d'un ancien métayer du domaine et qui, ne rêve, elle, que d'aller à Paris. Voilà le tableau brossé au début du film. Mais par la suite on apprend que tout cela se passe en 1944, que c'est la guerre, que le père de Deneuve dirige le réseau de résistance de Normandie; et pourtant le film ne se défait pas de la caricature bourgeoise. Bien au contraire, le scénario conduit le petit noble et sa femme sur les Champs Elysées juchés sur un char, fêté en héros, alors qu'ils n'ont été engagés dans la libération du pays qu'à la suite de mésaventures « comiques » et malgré eux. « Dédramatiser la résistance », traiter à sa manière de l'occupation nazie, voilà ce que Jean-Paul Rappennau a pensé faire, en tournant ce film. Cela lui a valu le Prix DELLUC en 1966; la bourgeoisie sait apprécier ceux qui contribuent à maquiller l'histoire.

Les gags de boulevards se multiplient: de l'officier allemand qui trébuche dans sa voiture à la scène où l'agent secret de Londres s'endort accroché par son parachute à son arbre, tout cela parce qu'il a trop bu la veille. Les scènes ou malgré eux les « héros » du film sont engagés dans le combat armé relève de la même veine. Nazis, résistants, travailleurs, bourgeois, tous sont malmenés dans le même sac. La scène où l'on montre les résistants, ouvriers agricoles employés chez le père de Deneuve est édifiante: c'est l'heure du repas; ils se précipitent, l'oeil fixé sur la soupe,



devant leurs assiettes, comme un troupeau abêti. Voilà comment est représenté le peuple qui s'est dressé contre l'occupant nazi!

La rire que provoque Rappennau veut frapper indifféremment tous les protagonistes de son histoire, mais le résultat c'est que l'histoire, elle, est réécrite au profit du point de vue de la bourgeoisie. Car enfin, l'humour développé dans « La vie de chateau », vers quel type de réflexions nous conduit-il? « La débacle allemande, la résistance, dans le fond, tout cela, ça a été du cinéma, les résistants se prennent au sérieux. »

Vouloir « dédramatiser » une partie de l'histoire de notre peuple, en utilisant un humour qui veut ne pas prendre parti, c'est en l'occurrence se moquer des souffrances endurées, du courage exemplaire du peuple qui s'est levé en armes pour briser le joug de l'occupant.

Claude VILLARD

L'ENGOUEMENT SOUDAIN DE LA TELEVISION POUR CATHERINE DENEUVE : UNE OPERATION DE LANCEMENT POUR « LE SAUVAGE ».

Le prochain film dans lequel joue Catherine Deneuve avec Yves Montand, « Le SAUVAGE », va sortir prochainement. La télévision sait porter secours au cinéma quand il faut; dimanche soir interview de Montand et lundi, sur la même chaîne, TF 1, soirée Deneuve avec la projection de « La vie de chateau » et d'une émission sur elle; aucun effet n'est ménagé; ne serait-ce que du point de vue financier, tant d'empressement s'explique: le film a été tourné pour une bonne part dans une île du Pacifique; des frais énormes ont été engagés. Ce n'est pas la crise pour ses producteurs... à condition que nous allions voir leur film. L'engouement de la télévision pour les deux acteurs qui en sont les vedettes n'a rien de fortuit!

programme

MERCREDI 22 OCTOBRE

TF 1
13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - CECILE OU LA RAISON DES FEMMES : émission d'Eliane Victor.
21 h 15 - REFLETS DE LA DANSE : «Spécial Bejart»
21 h 45 - INTERROGATIONS : émission de Denis Huisman
22 h 40 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX : série américaine. Épisode d'Edward J. Lasko
21 h 30 - C'EST-A-DIRE : magazine d'actualité de George Leroy.
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : «Les Républicains Indépendants»
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - A LA REDECouverte DU CINÉMA FRANÇAIS : «De Mayerling à Sarajevo» : film français de Max Ophüls
22 h 05 - JOURNAL et fin

JEUDI 23 OCTOBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES : «Qui a droit à l'allocation pour frais de garde?»
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : feuilleton en 30 épisodes d'Alain Page
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS
21 h 20 - DOSSIER I.T. 1 : «French Connection n° 3»
22 h 20 - ALLONS AU CINÉMA : magazine d'André Halimi
22 h 50 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'AFFAIRE PORTAL : émission de Georges Arnaud.
22 h 15 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE : émission de Michel Lancelot
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : «défense de la jeunesse scolaire»
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10.000 : jeu d'Alain Jérôme et Pierre Vignal
20 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR : «La vieille dame indigne» film français de René Allio (1964)
22 h 00 - JOURNAL et fin

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé

Un inconnu dans un café reproche à Norbert d'avoir quitté l'Algérie. « Pourquoi n'y allez-vous pas ? » rétorque Norbert.

Ça, c'est mon affaire, reprit-il.

Alors pourquoi vous mêlez-vous des miennes ? Pour toute réponse, il m'interpella brusquement par ces mots : avez-vous vos papiers ?

Oui, je les ai, repris-je, mais avant de vous les montrer, je veux savoir qui vous êtes ! - Je suis le secrétaire du commissaire de police et j'ai plein pouvoir pour vous adresser cette question - Je vous les exhiberai qu'après les avoir montrés à monsieur le Maire.

Sur ces derniers mots, il prit sa canne et son chapeau et disparut.

Cet homme était la terreur du pays. Pendant notre discussion, je voyais battre le coeur de la maîtresse de maison et tous les consommateurs avaient les yeux fixés sur moi. Le lendemain en payant ma note, la femme de l'aubergiste me dit : «vous avez de la chance, vous; car cet homme est un mauvais garnement. - J'ai des pa-

piers en règle, lui répondis-je; les hommes ne sont méchants que lorsqu'on paraît avoir peur d'eux. - Cela est bien vrai, reprit-elle; tenez monsieur, depuis que ces gens-là sont ici, personne ne se croit en sûreté; nous ne faisons plus d'affaires; la présence des agents éloigne les consommateurs.

A mon arrivée à Lyon, il me restait six francs; après m'être payé le Grand Opéra, je n'avais que 1 franc 25 centimes, il m'était donc impossible de continuer ma route sur Paris.

En visitant le Palais de Justice, je reconnus un artilleur qui avait servi à Arzeu. - Il s'était marié depuis dix-huit mois, fut enchanté de me rencontrer et m'emmena chez lui; il était ouvrier tisseur. Le lendemain, je visitai avec lui le champ de manoeuvre du Grand Camp. Nous allâmes casser la croûte ensemble

dans un cabaret dont le patron, ancien soldat, était un excellent garçon. Il connaissait un puisatier qui vint précisément à passer au moment où nous parlions de lui. Sur mon assurance que j'avais creusé un puits chez mon père et que j'en avais fait sauter la mine, il m'embaucha pour le lendemain matin.

Me voilà donc devenu puisatier; mais quelques jours plus tard mon patron me déclara que ce métier ne me convenait pas. Presque tous les puisatiers, me dit-il, sont des abrutis et des ivrognes; c'est le métier qui le veut. J'ai un frère qui est président du syndicat des bouchers et très considéré dans la ville; il vous trouvera un emploi. Je dus alors lui avouer que je ne savais ni lire ni écrire. Comment, reprit-il, un jeune homme comme vous ! Est-ce possible ? - Il y a des circonstances, répondis-je, où il n'est pas facile d'apprendre. - Mais en Algérie, vous n'auriez donc pas

pu aller à l'école ? - J'habitais une ville de trois mille âmes où il n'y avait pas d'école, du moins on n'en ouvrit une que pendant trois mois. Il était venu en effet un jeune maître d'école avec sa femme et un enfant d'un an. La femme portait des cheveux en tire-bouchon de chaque côté de la tête. Ce professeur avait annoncé qu'il donnerait des leçons le soir, au commencement de l'hiver; je m'étais promis d'en profiter, mais le pauvre garçon ne gagnait que 900 francs par an, tandis qu'un comptable qui habitait le même corps de logis que lui, et qui gagnait 3.600 francs lui enleva sa femme. Celle-ci trouva sans doute qu'elle gagnait au change.

Le puits que je creusais atteignait 130 pieds de profondeur. Ce travail une fois terminé, on se trouvait à la fin de novembre et il ne fallait pas espérer d'en avoir d'autres avant le printemps suivant. « Au moment où j'allais reprendre ma route sur Paris, je me croisai avec mon artilleur, qui

commença par me parler de la maladie de sa femme et finit par m'emprunter vingt-cinq francs que je ne revis jamais. Il ne me restait plus que dix francs.

Je trouvais alors à m'employer à la percée du chemin de fer de Loyasse, au prix de 3 francs par jour. On se relayait depuis 6 heures du soir jusqu'à minuit et depuis six heures du matin jusqu'à onze heures. Sous cette voûte, l'eau suintait à travers la roche et nous perçait jusqu'aux os. Je commis l'imprudence d'acheter de gros sabots couverts dans lesquels j'introduisais des chaussons fourrés. Je n'étais pas habitué à cette chaussure, qui malgré l'hiver, m'amena la transpiration aux pieds. Le soir, je m'en retournais tout trempé dans un logement de terrassier situé à 2 kilomètres du tunnel, sur le plateau de Saint-Just. Et quel logement !

(à suivre)

SAHARA OCCIDENTAL

Suite de la page 1

La mise en application de ce plan d'agression s'avère d'autant plus imminente qu'elle résulte d'une longue préparation antérieure comme en témoignent la concentration de troupes marocaines le long de nos frontières, le renforcement de potentiels de guerre et le conditionnement psychologique de l'opinion publique, par tous les moyens de propagande utilisés au service d'objectifs annexionnistes non dissimulés.

Ce risque est maintenant d'autant plus réel que le souverain du Maroc a clairement envisagé le recours aux forces armées à l'encontre de toute résistance qu'il rencontrerait de la part du peuple sahraoui.

La lettre conclut :

Le peuple sahraoui qui a déjà tant sacrifié pour la libération de son pays ne saurait permettre aucune agression visant une nouvelle colonisation qui prendrait le relai de la colonisation espagnole. Comme il n'a jamais cessé de le prouver, le peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario, est prêt à résister par tous les moyens à toute tentative d'agression ouverte ou déguisée contre sa patrie jusqu'au recouvrement total de son indépendance et de sa souveraineté nationale pleine et entière.

PROGRAMME DU FRONT POLISARIO



La commission d'enquête de l'ONU accueillies par les manifestations du Front POLISARIO

A COURT TERME

- Politiser, organiser et encadrer les masses dans le cadre du Front Populaire,
- Mobilisation continue des masses afin d'être au niveau de faire face aux manoeuvres,
- Renforcement du lien entre la révolution à Saguiat El Hamra et ses alliés aux niveaux arabe, africain, mondial,
- Renforcement des structures essentielles du Front Popu-

laire dans les brefs délais.

- Renforcement du front intérieur de telle sorte qu'il puisse affronter toutes les éventualités,
- Créer un équilibre sur le plan national,
- Mettre les forces nationales et démocratiques, surtout dans les pays limitrophes, devant leur responsabilité historique de défendre la révolution populaire de Saguiat El Hamra et assurer sa continuité.

A LONG TERME

- La libération nationale de toutes les formes de colonialisme et la réalisation d'une indépendance complète.
- Création d'un régime républicain, national, avec la participation effective des masses,
- Réaliser l'unité nationale authentique,
- Garantir les libertés fondamentales aux citoyens,
- Créer une économie nationale complémentaire :
 - nationaliser les ressources minières,
 - suivre une politique d'industrialisation,
 - porter un grand intérêt au développement agricole,
 - porter un grand intérêt aux ressources animales,
 - nécessité de protéger les ressources maritimes,
- Mobilisation des masses et libération de leurs initiatives dans la construction économique,
- La juste distribution des ressources, effacer les écarts entre les campagnes et les villes,
- Annuler toutes les formes d'exploitation,
- Garantir la vie digne à tout le peuple,
- Assurer l'habitat à tout le peuple.

• Prendre en soin toute la famille et élever son niveau sur tous les plans.

• Rétablir tous les droits politiques et sociaux de la femme et ouvrir devant elle toutes les perspectives.

• Annuler les causes de la débauche morale et sociale.

• Conserver la civilisation et l'héritage religieux.

• Arrêter une politique d'enseignement national arabe : arabiser et généraliser l'enseignement obligatoire et gratuit à toutes les étapes et à toutes les couches sociales.

• Combattre les maladies et construction des hôpitaux. Soins gratuits.

RELATIONS EXTERIEURES

• Coopérer avec tout le monde sur la base des cinq points de la coexistence pacifique.

• Partie de la révolution arabe et du mouvement de libération nationale et démocratique mondial.

• Considère l'entraide avec la révolution algérienne dans une phase transitoire comme un élément essentiel pour mettre en échec les manoeuvres sur le tiers monde.

• Soutenir tous les peuples qui luttent contre le colonialisme, l'impérialisme et l'apartheid.

LE CONGRES

BLÉ US CONTRE PÉTROLE D'URSS

des accords contre le Tiers Monde

Les Etats-Unis et l'URSS viennent de mettre la dernière main à un traité commercial : à partir de 1976, l'URSS achètera six à huit millions de tonnes de blé américain, sans consultation gouvernementale. Dans le même temps, un accord était signé pour la livraison de 200 000 barils de pétrole soviétique par jour aux USA.

On sait qu'ils seront vendus au dessous du cours fixé par l'OPEP. L'administration US veut montrer à l'OPEP, avec la complicité soviétique, qu'elle ne contrôle pas tous les prix du marché mondial.

L'accord sur le blé fait suite aux achats soviétiques de 16 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis, Canada, Australie des mois de juillet et août, après lesquels les USA avaient déclaré un embargo provisoire sur les ventes de céréales en URSS.

Les USA prévoient aujourd'hui de nouvelles commandes soviétiques de sept millions de tonnes, car la récolte 1975 accuse un déficit de 45 millions de tonnes sur la production prévue. Ce qui va provoquer une flambée des prix sur le marché mondial, comme ce fut le cas en juillet et août dernier.

Les achats massifs de céréales sur le marché mondial n'ont cessé d'augmenter au cours des dernières années. Ils sont passés de sept millions de tonnes en 1964 à 24 millions de tonnes en 1973, et dépasseront ce chiffre en 1975. Pour les besoins évalués à 200 millions de tonnes, l'URSS prévoyait une production de 195 millions de tonnes par an au cours du plan 1971-1975, elle a importé 60 millions de tonnes de 1971 à 1974.

ACHATS MASSIFS = HAUSSE DES PRIX DES CEREALES.

Ces achats ont contribué à une importante hausse des prix des céréales qui contraste avec la baisse des cours des produits agricoles des pays du Tiers

Monde. En 1972, la valeur totale des céréales importées par ces derniers était de 3,1 milliards de dollars, en 1973 de 8,2 milliards, en 1974 de 11,2 milliards : presque quatre fois plus cher, alors que la famine y sévit.

Pire, les soviétiques revendent une partie des céréales achetées à bas prix aux américains quand les cours sont au plus haut par suite de leurs achats. Ces achats ont une autre conséquence importante : les prix de détail de l'alimentation ont augmenté de 14,5 % en 1973. Le secrétaire US à l'agriculture prévoit que les commandes soviétiques prévues auront un impact sur les prix du pain de 2 %.

USA ET URSS ENSEMBLE CONTRE LES PEUPLES

Ce nouvel accord permet aux USA de mieux contrôler les cours des céréales en n'étant plus soumis aux à-coups des commandes soviétiques. Mais surtout, il permet à chacun de rejeter sur les pays du Tiers-Monde sa propre crise : l'URSS rejette sur les pays du Tiers-Monde et les peuples des métropoles impérialistes la faillite de sa politique agricole ; les USA espèrent obtenir du pétrole soviétique à bas prix pour contrer l'OPEP.

G.CARRAT

Kissinger a Pekin LA DECLARATION DE KIAO KOUAN HOUA (extraits)

A l'occasion de la visite à Pékin de Kissinger, le ministre des affaires étrangères de la République Populaire de Chine, Kiao Kouan Houa, a déclaré :

« La situation internationale actuelle, marquée par de grands bouleversements sous le ciel, s'avère excellente. Les diverses contradictions fondamentales du monde vont toutes en s'exacerbant. Les facteurs de la révolution de même que ceux de la guerre, vont grandissant. La dure réalité ne prouve pas qu'une détente est entrée dans une nouvelle étape, mais elle montre que le danger d'une nouvelle guerre mondiale s'accroît. Nous ne sommes pas convaincus qu'il y a une paix durable. Les choses se développent selon les lois objectives indépendantes de la volonté humaine. Le seul moyen d'affronter l'hégémonie, c'est de lutter au tac au tac contre lui. Partir des illusions irréalistes, prendre l'espoir ou le désir pour la réalité, et partant, adopter

des mesures qui y correspondent, cela ne peut qu'encourager les ambitions expansionnistes et produire des conséquences graves. Dans ce sens, l'histoire de la seconde guerre mondiale donne une leçon utile. Face au danger de guerre qui va croissant, la Chine pratique ce principe fondamental : creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie, persévérer dans l'indépendance et compter sur ses propres forces, faire tous les préparatifs nécessaires. Nous sommes profondément convaincus que, quelque sinuosité et quel que revers que connaît l'histoire dans son développement, la tendance générale de l'évolution du monde va vers la clarté, et non les ténèbres. »

Il a continué : « Une nouvelle page a été tournée dans les relations entre la Chine et les Etats-Unis avec la visite du président Nixon en Chine et la publication du commu-

niqué de Changhaï par les deux côtés en 1972 ». Dans l'ensemble, les relations sino-américaines se sont développées ces dernières années. La Chine et les Etats-Unis ont des systèmes sociaux différents et il existe des divergences fondamentales entre leurs politiques. Pourtant, dans la présente situation mondiale agitée, nos deux côtés ont quand même des points communs. Cela a été clairement exposé dans le communiqué de Changhaï. A condition que nos deux côtés respectent sérieusement, dans les actions, les principes définis dans le communiqué de Changhaï, il y a des raisons de croire que les relations sino-américaines continueraient à se développer. C'est là le commun désir des peuples chinois et américain. Du côté chinois, nous ferons des efforts comme ce que nous avons fait dans le passé pour promouvoir les relations sino-américaines dans l'esprit du communiqué de Changhaï. »

DHOFAR : violente offensive iranienne

L'Iran et le sultanat d'Oman ont lancé conjointement, avec la participation de troupes anglaises, une grande offensive contre les territoires libérés du Dhofar. Selon le Front Populaire pour la Libération d'Oman, le débarquement s'est accompagné d'un bombardement aérien, terrestre et naval frappant les localités civiles.

De son côté, le ministère de la défense d'Oman a reconnu avoir procédé au bombardement de la principale ligne de ravitaillement du FPLO, près de la frontière de la République Populaire du Sud-

Yémen. Cette route serait maintenant coupée.

Le communiqué du FPLO ajoute que l'ennemi a recouru à ces bombardements aveugles « car il n'a pas pu obtenir une victoire rapide face à l'intensification des opérations du Front. Des pertes considérables sont infligées à l'ennemi ». Face à l'envergure sans précédent, semble-t-il, de cette offensive ennemie, le FPLO affirme qu'au moment où « le peuple omani est menacé d'extermination, les forces éprises de paix doivent dénoncer l'agression et appuyer la lutte du peuple omani ».